

ENTENTE DE COLLABORATION  
RELATIVE À LA TRANSITION DES PROJETS  
DE GÉRIATRIE SOCIALE

**Entente intervenue :**

**ENTRE :**     **LE MINISTRE DE LA SANTÉ**, monsieur Christian Dubé, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par monsieur Sylvain Gagnon, sous-ministre adjoint aux Aînés et aux Proches aidants au ministère de la Santé et des Services sociaux,

**ET**           **LA MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA SANTÉ ET AUX AÎNÉS**, madame Sonia Bélanger, pour et au nom du gouvernement du Québec, ici représentée par monsieur Sylvain Gagnon, sous-ministre adjoint aux Aînés et aux Proches aidants,

ci-après appelés les « Ministres »

**ET :**           **LE CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA CAPITALE-NATIONALE**, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, chapitre O-7.2) (loi), ayant son siège au 2915, avenue du Bourg-Royal à Québec (Québec) G1C 3S2, représentée par monsieur Guy Thibodeau, président-directeur général, dûment autorisé en vertu du *Règlement sur la délégation de signature de certains actes, documents ou écrits engageant l'établissement*;

ci-après appelé le « CIUSSS »

ci-après collectivement appelées « les Parties »



## **PRÉAMBULE**

- ATTENDU QUE** les Ministres sont préoccupés par l'effet du vieillissement accéléré sur l'accès aux services par les personnes âgées, ainsi que par l'impact sur leur santé et leur bien-être;
- ATTENDU QUE** les Ministres se sont engagés à briser l'isolement, améliorer l'accès aux services et la qualité de vie des personnes âgées, notamment celles en situation de vulnérabilité;
- ATTENDU QUE** depuis 2019, les Ministres ont soutenu financièrement la Fondation AGES pour la réalisation de six projets de gériatrie sociale en collaboration avec des établissements, dont le CIUSSS de la Capitale-Nationale;
- ATTENDU QU'** une évaluation ministérielle des projets de gériatrie sociale a été réalisée et que des recommandations ont été émises;
- ATTENDU QUE** les Ministres élaborent des orientations ministérielles en suivi de ces recommandations et en cohérence avec d'autres orientations ministérielles, dont celles portant sur la responsabilité populationnelle;
- ATTENDU QUE** la mise en pratique de la responsabilité populationnelle des établissements constitue une assise stratégique pour initier un suivi aux recommandations de l'évaluation des projets de gériatrie sociale;
- ATTENDU QU'** il y a lieu de maintenir la mobilisation partenariale dans les six territoires ciblés en place au-delà du 31 mars 2023, date de fin prévue pour les projets de gériatrie sociale;
- ATTENDU QU'** une transition est souhaitée pour que ces projets s'inscrivent en cohérence avec les orientations ministérielles émises par les Ministres;
- ATTENDU QUE** le CIUSSS est reconnu par les Ministres et les partenaires du réseau de la santé et des services sociaux, notamment pour son expertise en première ligne, ce qui justifie qu'il soit désigné pour réaliser les mandats de cette entente de collaboration avant d'explorer la possibilité de les déployer auprès des autres établissements.

## **CES CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES ÉTANT EXPOSÉES, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :**

### **1. OBJET**

La présente vise à :

- 1.1 Établir les modalités encadrant l'octroi, par les Ministres, d'un financement maximal non récurrent de 1 217 760 \$ au CIUSSS afin de soutenir la mise en œuvre de six projets de gériatrie sociale et leur transition vers les orientations ministérielles notamment par la mise en pratique de la responsabilité populationnelle du CIUSSS à l'égard d'un de ces partenaires, ci-après appelé organisme hôte, comme décrites à l'ANNEXE 1 de la présente entente;
- 1.2 Préciser les engagements et responsabilités des Parties.

### **2. ENGAGEMENTS DES PARTIES**

Les Ministres s'engagent à :

- 2.1 Verser au CIUSSS le montant prévu à l'article 1.1 selon les modalités prévues à l'article 4 sous réserve de l'accomplissement des obligations et engagements prévus à la présente entente;

- 2.2 Désigner une personne de la Direction générale des aînés et des proches aidants pour agir comme agent de liaison auprès du CIUSSS pour la réalisation de son mandat.

Le CIUSSS s'engage à :

- 2.3 Assurer la transition des projets de gériatrie sociale vers les orientations ministérielles, comme décrit à l'ANNEXE 1 de la présente entente;
- 2.4 Transmettre aux Ministres deux rapports de redditions de comptes, dans un gabarit fourni à cet effet, portant sur la description des activités réalisées et la ventilation détaillée de l'utilisation du financement octroyé. Le premier rapport sera attendu au plus tard le 31 octobre 2023 et le second au plus tard le 30 avril 2024. Les résultats et les retombées des projets doivent être inclus aux rapports de reddition de comptes fournis. Les rapports doivent être accompagnés, le cas échéant, des documents produits au cours de la présente entente;
- 2.5 Transmettre aux Ministres un bilan synthèse à la fin de l'entente de collaboration au plus tard au 31 mai 2024;
- 2.6 Utiliser le financement octroyé aux seules fins définies décrites à l'ANNEXE 1 et dans les limites prévues par la présente entente;
- 2.7 Rembourser aux Ministres, à l'expiration de la présente entente, tout montant non utilisé (non dépensé ou non engagé);
- 2.8 Rembourser aux Ministres tout montant utilisé à d'autres fins que celles prévues à la présente entente;
- 2.9 Obtenir une approbation écrite des Ministres pour toute demande de modification à la présente entente;
- 2.10 Obtenir une approbation écrite des Ministres pour toute activité de communication liée à la présente entente.

### **3. DURÉE ET PRISE D'EFFET**

La présente entente prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2023 et se terminera le 31 mars 2024 sous réserve de l'exécution complète des obligations et engagements des Parties. Après la fin de l'entente, l'article 9 portant sur la confidentialité demeure en vigueur et continue de lier les Parties.

### **4. MODALITÉS DE VERSEMENTS**

En application de l'article 1 et 3 de la présente entente, le financement non récurrent maximal octroyé de 1 217 760 \$. Celui-ci sera versé durant l'exercice 2023-2024 au CIUSSS selon les modalités suivantes :

- 4.1 À la signature de la présente entente, un premier versement maximal de 913 320 \$ équivalent à 75 % du financement total octroyé sera transmis;
- 4.2 À la suite de l'analyse du premier rapport de reddition de comptes attendu au plus tard le 31 octobre 2023 et l'autorisation des Ministres, un second versement maximal de 182 664 \$ équivalent à 15 % du financement total octroyé sera transmis;
- 4.3 À la suite de l'analyse du rapport de reddition de comptes final attendu au plus tard le 31 mai 2024 et de l'autorisation des Ministres, un troisième et dernier versement maximal de 121 776 \$ équivalent à 10 % du financement total octroyé sera transmis. Tout montant non dépensé ou non engagé devra être retourné au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

## **5. CONDITIONS D'OCTROI DU FINANCEMENT**

- 5.1 Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe, sur un crédit, un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement dans l'année financière au cours de laquelle il est pris, conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001);
- 5.2 L'aide financière est allouée sous réserve de l'adoption des crédits budgétaires du MSSS par l'Assemblée nationale du Québec;
- 5.3 Les montants versés incluent tous les frais afférents à la présente entente, sur la base des taux et des politiques en vigueur au gouvernement du Québec. Les pièces justificatives devront être accessibles sur demande.

## **6. CONFIDENTIALITÉ**

Le CIUSSS s'engage à ce que ni lui, ni aucun de ses employés, agents représentants ou sous-traitants ne divulguent ou n'utilisent à d'autres fins que pour l'exécution de la présente entente, sans y être dûment autorisés par les Ministres, l'information qui lui est communiquée dans le cadre de la présente entente ou qui est générée à l'occasion de son exécution ou plus généralement quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente entente de collaboration.

## **7. RÉSILIATION**

- 7.1 Les Parties se réservent le droit de résilier la présente entente pour l'un ou l'autre des motifs suivants :
  - 7.1.1 L'une ou l'autre des Parties fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions et obligations qui lui incombent en vertu de l'entente de collaboration;
  - 7.1.2 Toute insatisfaction raisonnable et justifiée en regard de la collaboration convenue en vertu de l'entente;
  - 7.1.3 Tout autre motif d'ordre administratif ou public.
- 7.2 Pour ce faire, la Partie désirant résilier l'entente adresse à l'autre Partie un avis écrit de résiliation énonçant le motif de résiliation dans les 48 heures suivant la décision. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu au paragraphe 10.1.1, la Partie en défaut ayant reçu l'avis devra remédier au défaut énoncé dans un délai de trente (30) jours, à défaut de quoi cette entente sera automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu aux paragraphes 10.1.2 ou 10.1.3, la résiliation prendra effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis.
- 7.3 En cas de résiliation, les Parties ont droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des services rendus en conformité avec la présente entente jusqu'à la date de la résiliation de l'entente sans autre compensation ni indemnité que ce soit.
- 7.4 Dans la mesure où le CIUSSS a reçu des Ministres des sommes pour des travaux non réalisés à la date de résiliation de l'entente, il doit leur restituer ces sommes dans les soixante (60) jours de la date de résiliation de l'entente.
- 7.5 S'il y a résiliation de l'entente de collaboration, l'article 9 *Confidentialité* demeure en vigueur et continue de lier les Parties après la date de résiliation.

## **8. MODIFICATION**

Toute modification au contenu de la présente entente de collaboration devra faire l'objet d'un addenda entre les Parties. Cette modification ne peut changer la nature de l'entente de collaboration et elle en fera partie intégrante.

## **9. REPRÉSENTANTS, AVIS ET COMMUNICATIONS**

Les avis et communications exigés en vertu de la présente entente, pour être valides et lier les Parties, doivent être adressés au représentant de l'autre Partie par écrit et être transmis par un moyen permettant de prouver leur réception à un moment précis.

Les Parties désignent les personnes suivantes comme représentants :

Les Ministres :

À l'attention de : Madame Sabrina Marino  
Directrice du Secrétariat aux aînés  
Ministère de la Santé et des Services sociaux  
Édifice Catherine-De Longpré  
1075, chemin Sainte-Foy, 4<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1S 2M1  
Téléphone : 581 814-9100, poste 62661  
Courriel : sabrina.marino@msss.gouv.qc.ca

Le CIUSSS :

À l'attention de : Monsieur Stéphane Bussières  
Directeur des ressources financières  
CIUSSS de la Capitale-Nationale  
2601, chemin de la Canardière, aile M  
Québec (Québec) G1J 2SG3  
Téléphone : 418 663-5000, poste 27281  
Courriel : stephane.bussieres.ciusscnc@ssss.gouv.qc.ca

## **10. ÉVALUATION ET ACCEPTATION DES TRAVAUX**

Les Ministres se réservent le droit d'accepter ou de refuser, en tout ou en partie, les travaux qui n'auraient pas été exécutés conformément aux exigences de la présente entente.

Les Ministres font connaître par avis écrit leur refus d'une partie ou de l'ensemble des travaux exécutés par le CIUSSS, dans les 30 jours de la réception définitive du bilan synthèse ou de l'acceptation de ce dernier. L'absence d'avis dans le délai prescrit signifie que les Ministres acceptent les travaux exécutés par le CIUSSS.

Les Ministres ne pourront refuser les travaux exécutés par le CIUSSS que pour une bonne et valable raison relative à la qualité du travail compte tenu de l'objet de cette entente de collaboration donné au CIUSSS et des attentes qui peuvent raisonnablement en découler.

Les Ministres se réservent le droit de faire reprendre les travaux rendus ainsi refusés aux frais de ce dernier.

## **11. ANNEXE**

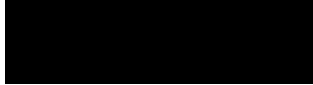
L'annexe jointe à la présente entente en fait partie intégrante et les Parties déclarent en avoir pris connaissance et l'acceptent. En cas de conflit entre l'annexe et la présente entente de collaboration, cette dernière prévaudra.

## 12. SIGNATURES

Les Parties reconnaissent avoir lu et accepté les clauses de la présente entente de collaboration et s'en déclarent satisfaites.

En foi de quoi, les Parties ont signé, en deux exemplaires, à la date indiquée :

**Pour la MINISTRE DÉLÉGUÉE À LA SANTÉ ET AUX ÂÎNÉS et le MINISTRE DE LA SANTÉ**



**Sylvain Gagnon, sous-ministre adjoint**  
**Direction générale des aînés et des proches aidants**

Le 8 mai 2023

**Pour le CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE  
DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE  
LA CAPITALE-NATIONALE**



**Guy Thibodeau, président-directeur général**

Le 28 avril 2023

**DESCRIPTION DU MANDAT**

Le CIUSSS a pour mandat de soutenir la mise en œuvre de six projets de gériatrie sociale avec le concours d'un organisme hôte, ci-après appelée « Fondation AGES », comme convenu entre les Parties. Les projets sont réalisés en collaboration avec des organismes partenaires déjà désignés ainsi que les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) ou les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) des territoires suivants :

1. Bas-Saint-Laurent;
2. Saguenay–Lac-Saint-Jean;
3. Capitale-Nationale;
4. Estrie;
5. Nord-de-l'Île-de-Montréal;
6. Laval.

Le CIUSSS s'assure que Fondation AGES continue de réaliser les activités de mise en œuvre des projets (accompagnement, formations, communauté de pratique pour les acteurs impliqués) et soit en complémentarité des programmes ou des lignes directrices du MSSS ainsi que des orientations ministérielles en vigueur portant notamment sur les meilleures pratiques en termes de promotion, de prévention et d'autonomisation des personnes âgées, et ce, en cohérence avec les principes d'un réseau de services intégrés pour les personnes âgées (RSIPA), avec les mécanismes de concertation et de coordination des réseaux territoriaux, tout en s'assurant de l'implication des médecins de famille et de la disponibilité de services gériatriques, et en s'arrimant avec les services de soutien à domicile.

Le CIUSSS doit aussi veiller, en collaboration avec le MSSS, à assurer la transition des projets, en collaboration avec Fondation AGES, vers de nouvelles orientations ministérielles portant sur une approche intégrée de proximité pour les personnes âgées lorsque celles-ci seront émises par le MSSS, le cas échéant. Cette approche fait notamment valoir l'exercice de la responsabilité ministérielle des établissements en suscitant, animant et mobilisant les partenaires pour influencer la santé et le bien-être de la population qu'ils desservent. Le présent mandat permettra d'établir les meilleures pratiques pour se faire et de déployer ces pratiques aux autres territoires ultérieurement, le cas échéant.